

## Quito, patrimoine culturel de l'humanité ou ville du *Buen Vivir* ?

*Quito, ¿Patrimonio cultural de la humanidad o ciudad del Buen Vivir?*

*Quito, World Cultural Heritage or Good Living City?*

Diana Burgos-Vigna

---



### Édition électronique

URL : <http://cal.revues.org/4471>

DOI : 10.4000/cal.4471

ISSN : 2268-4247

### Éditeur

Institut des hautes études de l'Amérique  
latine

### Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2016

Pagination : 93-111

ISBN : 978-2-37154-074-3

ISSN : 1141-7161

### Référence électronique

Diana Burgos-Vigna, « Quito, patrimoine culturel de l'humanité ou ville du *Buen Vivir* ? », *Cahiers des Amériques latines* [En ligne], 83 | 2016, mis en ligne le 28 février 2017, consulté le 30 avril 2017. URL : <http://cal.revues.org/4471> ; DOI : 10.4000/cal.4471

---



Les *Cahiers des Amériques latines* sont mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution – Pas d'utilisation commerciale – Pas de modification 4.0 International.

## Quito, patrimoine culturel de l'humanité ou ville du *Buen Vivir* ?

« **L'**objectif primordial du Plan est la recherche du *Buen Vivir*<sup>1</sup>. » Cette affirmation, tirée du Plan métropolitain de développement 2012-2022<sup>2</sup>, reflète la volonté politique d'Augusto Barrera, élu en 2009 à la mairie de Quito, qui, en promouvant la construction de la ville comme la capitale du *Buen Vivir*, s'inscrit dans la lignée de la révolution citoyenne. Le discours sur le *Buen Vivir* marque-t-il dès lors l'avènement d'un nouveau récit urbain pour une ville le plus souvent présentée comme premier patrimoine culturel de l'humanité<sup>3</sup> ? En d'autres termes, les deux récits urbains peuvent-ils être compatibles, tant sur le plan symbolique des représentations qu'ils véhiculent que sur le plan plus pragmatique des politiques mises en œuvre dans le domaine du patrimoine ?

Le récit sur la ville du *Buen Vivir* convoque la cosmovision andine avec les valeurs qui lui sont associées et repose sur des politiques tournées vers la préservation de l'environnement, l'amélioration des conditions de vie de ceux qui habitent la ville et sur la vision d'un espace public partagé. Quant au récit sur la ville comme patrimoine culturel de l'humanité, il met l'accent sur le patrimoine hispanique et, par conséquent, sur des aspects culturels occidentaux, donnant lieu à des programmes destinés à valoriser principalement la zone du centre historique

\* Université de Cergy-Pontoise, laboratoire Agora.

1. Toutes les traductions de l'espagnol au français sont de l'auteur.
2. MDMQ (Municipio del distrito metropolitano de Quito), *Plan metropolitano de desarrollo 2012-2022*, Quito, 2012, p. 11.
3. Quito fut la première ville, avec Cracovie, à être inscrite au patrimoine culturel de l'humanité en 1978.

ou d'autres quartiers vus comme stratégiques, dans l'objectif d'y attirer ceux qui visitent la ville ou qui y investissent. Force est de reconnaître que les deux discours paraissent *a priori* antagoniques sur ces deux niveaux, opposant, d'un côté, la «ville à voir» et, de l'autre, la «ville à vivre».

La notion de patrimoine est en tout état de cause mise en avant dans le cadre du nouveau régime du *Buen Vivir* qui inscrit «la protection du patrimoine naturel et culturel» dans les devoirs premiers de l'État (art. 3 de la Constitution). Elle est également l'un des fondements de la révolution culturelle, déclinaison sur ces thématiques de la révolution citoyenne. Elle devient dès lors un concept clé pour des gouvernants qui cherchent à instaurer une ère nouvelle, en rupture avec les modèles précédents. Quito, capitale de l'Équateur, et patrimoine culturel de l'humanité, devient donc un terrain privilégié pour la mise en pratique de la nouvelle ligne idéologique en matière de droits culturels. Car si, comme le rappelle Néstor García Canclini, «le patrimoine est toujours une construction sociale et culturelle» [1999, p. 71], nous verrons qu'il est aussi ici une construction politique au service d'une idéologie.

Dans cette ville où le patrimoine culturel est devenu une ressource symbolique et politique majeure depuis la fin des années 1980, l'enjeu pour la nouvelle équipe municipale qui arrive au pouvoir en 2009 est de se réapproprier le discours patrimonial afin de le mettre au service de la révolution citoyenne. Mais il s'agit également d'une politique urbaine qui s'oppose aux programmes suivis lors du mandat précédent, celui de Paco Moncayo (2000-2009), associés à la construction de la ville dite «néolibérale». Dès lors, l'une des stratégies est de redéfinir le patrimoine de la ville et, par conséquent, les programmes qui lui sont associés, en résumé de construire la gouvernance patrimoniale et culturelle du *Buen Vivir* durant le mandat de Barrera, entre 2009 et 2014.

L'objectif de cette étude est donc d'analyser comment cette gouvernance intègre le paradigme du *Buen Vivir* et d'identifier dans quelle mesure elle donne lieu à des politiques innovantes<sup>4</sup>. L'une de nos hypothèses de travail est que le patrimoine n'est pas uniquement un outil d'exclusion, bien que le plus souvent étudié ainsi, notamment dans les processus de gentrification des villes [Gravari-Barbas, 1998; Salin, 2005; Jacquot, 2007], mais aussi un outil d'inclusion et, par conséquent, l'un des éléments constitutifs du droit à la ville, notion réapparue assez récemment dans les politiques et études urbaines en Amérique latine [De Sousa, 2010; Sugranyes et Mathivet, 2010].

Après avoir analysé les évolutions du champ patrimonial de Quito impulsées par la gouvernance du *Buen Vivir* entre 2009 et 2014, nous verrons comment les

---

4. Cette étude se fonde sur un travail de terrain réalisé à Quito en février et mars 2014 dans le cadre d'un projet de recherche comparatif sur les politiques culturelles et patrimoniales en Amérique du Sud (Agora-UCP).



politiques mises en place appliquent le nouveau paradigme. Nous pourrions alors déterminer si «le discours sur le *Buen Vivir* est davantage un outil de *marketing* politique qu'un concept transformateur», comme le déplore Alberto Acosta, ancien allié de Rafael Correa, aujourd'hui farouche opposant [Fernández, Pardo et Salamanca, 2014, p. 104], ou s'il a véritablement modifié les conditions d'accès au patrimoine et à la culture pour les Quiténiens et, au-delà, leur droit à la ville.

### **Les acteurs de la gouvernance patrimoniale à Quito : de la labellisation au *Buen Vivir***

L'équipe de Barrera arrive au pouvoir dans une ville où la gestion du patrimoine a donné lieu à une forte institutionnalisation depuis les années 1980, après la labellisation du centre historique de Quito en 1978, mais aussi, et surtout, à la suite du tremblement de terre de 1987. Cette institutionnalisation se manifeste à différentes échelles, du local à l'international, en passant par le national, et réunit des acteurs provenant de la sphère publique, mais également privée ou semi-publique. Ce phénomène d'imbrication de différents acteurs est d'ailleurs l'une des caractéristiques majeures de la gouvernance urbaine, selon Patrick Le Galès qui constate que «l'autorité locale devient un acteur important certes mais un acteur parmi d'autres tout comme l'État» [Le Galès, 1995, p. 60]. Sans chercher à être exhaustifs, nous identifions ici les protagonistes les plus significatifs de la gouvernance patrimoniale multiniveaux qui se met en place à partir des années 1980.

Au niveau local, le rôle du gouvernement municipal est renforcé dès 1984 lorsque l'Institut national du patrimoine et de la culture déclare que le centre historique de Quito fait partie intégrante du patrimoine culturel de l'État et en délègue sa gestion à la municipalité de Quito (art. 42 de la loi du patrimoine culturel). Par la suite, le découpage administratif permet au gouvernement municipal de gérer plus efficacement les zones patrimonialisées avec la création de commissions dédiées. Mais d'autres institutions non-municipales interviennent également dans le champ patrimonial quiténien, l'une des plus significatives est le Fonsal (Fonds de sauvetage du patrimoine culturel). Créé en 1988 pour mener les travaux nécessaires dans le pays après le tremblement de terre dévastateur, le Fonsal exécute à Quito les politiques définies par la municipalité, et tire ses ressources d'impôts additionnels versés par les contribuables du canton de Quito (6%), ainsi que de prêts complémentaires contractés auprès d'organismes tels que la BID. Aux côtés de cette institution, d'autres acteurs locaux tels que la Fondation Caspicara, le Collège des architectes, la Société de défense du patrimoine artistique, la Banque centrale de l'Équateur ou la Conférence épiscopale, participent à la sauvegarde et à la restauration du patrimoine quiténien, principalement des maisons coloniales et des édifices religieux hispaniques.

Mais la gouvernance patrimoniale quiténienne se caractérise aussi par l'intervention d'acteurs privés ou semi-privés. Dans les années 1990, l'engouement pour le centre historique est tel qu'il fait l'objet du premier prêt de la BID en matière de planification urbaine. C'est ce qui explique la création, en 1995, d'une autre institution locale, l'Entreprise mixte de développement du centre historique, dont l'objectif est de gérer cette somme d'un montant de 40 millions de dollars, mais également les capitaux privés investis dans la restauration du patrimoine du centre historique.

À l'échelle internationale, les acteurs étatiques de la coopération apportent leur expertise en matière de restauration du patrimoine bâti (principalement l'Espagne, le Japon, la France, la Belgique et la Pologne), mais aussi les grandes organisations internationales engagées aux côtés de l'Unesco, comme le programme ONU-Habitat qui installe un bureau permanent à Quito dans les années 1990. Enfin, il ne faut pas oublier certains acteurs individuels qui, par leur position dans le champ ou leur expertise, jouent un rôle majeur dans la définition des politiques patrimoniales et dans la circulation des modèles de gestion (maires, responsables culturels, ambassadeurs, etc.).

Quoi qu'il en soit, les acteurs du champ patrimonial se constituent peu à peu en experts du patrimoine en raison de la technicité associée à ce domaine, mais aussi des intérêts financiers et politiques en jeu. La valorisation du prix du sol, l'arrivée d'investissements privés dans le centre historique, les montants des prêts accordés, l'augmentation des activités touristiques et commerciales, les enjeux électoraux sont autant de facteurs qui amènent les acteurs du champ patrimonial à former un cercle restreint, relativement hermétique, une sorte d'élite du patrimoine, la seule légitime à intervenir dans ce domaine. Comme le déplore l'historien de Quito, Eduardo Kingman, « bien que la problématique du patrimoine appartienne à tous, la définition de ses politiques est devenue progressivement une question réservée aux experts » [Kingman, 2004, p. 28].

C'est donc cette myriade d'acteurs qui gouverne le patrimoine lorsqu'Augusto Barrera est élu à la mairie de Quito en 2009. Avant d'analyser les principaux changements que la nouvelle équipe municipale va apporter au champ patrimonial local, il convient de rappeler l'évolution institutionnelle du contexte national en matière culturelle sous la Révolution citoyenne : la création du ministère de la Culture et du Patrimoine en 2007, l'intégration de plusieurs articles sur la culture et le patrimoine dans la Constitution de Montecristi de 2008 et la rédaction, dans ce cadre, d'un projet de loi sur la culture font partie des changements significatifs. En 2010, les préconisations ministérielles contenues dans le texte *Políticas para una revolución cultural* et la promulgation d'un ensemble de réglementations administratives sous le nom de Cootad (Code organique d'organisation territoriale, d'autonomie et de décentralisation) viennent renforcer ce dispositif national en l'associant à un processus de décentralisation. Le gouvernement de Quito



obtient alors la compétence de « préserver, maintenir et diffuser le patrimoine ainsi que récupérer, préserver et consolider la mémoire sociale et le patrimoine culturel<sup>5</sup>. » Cette dernière réforme renforce le processus de transfert de compétences déjà initié en 1984.

Fort de ces nouveaux outils, le gouvernement élu en 2009 cherche à renforcer son rôle dans la gouvernance du patrimoine. Augusto Barrera, issu de la formation *Alianza PAÍS*, est aussi médecin et sociologue. Spécialiste des mouvements sociaux indiens et doté d'une expérience au sein de la commission des zones historiques de la mairie de Quito, il est particulièrement sensible aux questions culturelles et multiculturelles du régime du *Buen Vivir* et fait de la démocratisation culturelle l'une des priorités de son mandat. Pour la mener à bien, il procède d'abord à une réorganisation administrative des principales institutions. L'une des premières mesures est la suppression du Fonsal, remplacé par l'Institut métropolitain du patrimoine (IMP), institution intégrée dans la structure municipale au sein du Secrétariat du territoire et de l'habitat, mais devant travailler en concertation avec les autres secrétariats. Ses fonctions s'en trouvent alors élargies : « Registre, inventaire, restauration, intervention et gestion du patrimoine archéologique, urbanistique et architectural de Quito; ainsi que la gestion et la conservation du patrimoine immatériel<sup>6</sup>. » Le changement de dénomination est significatif et vise à présenter la politique patrimoniale de la municipalité comme une affaire concernant l'ensemble du territoire métropolitain, c'est-à-dire comme l'affaire de tous les habitants de la ville. Cette stratégie s'inscrit dans la continuité des principes de la Constitution de Montecristi qui pose les droits culturels comme des droits fondamentaux et proclame que « les personnes ont le droit de connaître la mémoire historique de leurs cultures et d'accéder à leur patrimoine culturel<sup>7</sup> ». Le caractère novateur de ce changement institutionnel et la marge d'autonomie du gouvernement municipal dans le domaine culturel sont cependant à nuancer. Le renforcement des compétences municipales se fait sous contrôle d'un État particulièrement attentif aux actions entreprises dans le domaine patrimonial. De plus, il faut rappeler que la métropolisation des thématiques patrimoniales avait déjà été amorcée dans les années 2000 sous le mandat de Paco Moncayo. Le *Plan Especial*, qui avait alors été élaboré en collaboration avec la Junta de Andalucía, avait mis l'accent sur la nécessité de relier toute action entreprise dans le centre historique à son contexte urbain, régional, voire national.

5. Cootad (Código de organización territorial, autonomía y descentralización), Ministerio de coordinación de la política y gobiernos autónomos descentralizados, titre V, art. 144, 2011.

6. MDMQ/Instituto Metropolitano de Patrimonio, *Plan de gestión integral del centro histórico de Quito*, Quito, 2013, p. 66.

7. *Constitución* de la República del Ecuador, Asamblea Constituyente, Montecristi, 2008, art. 21, section 4.

Enfin, d'autres réformes structurelles visent à « démocratiser » la gouvernance culturelle, notamment au sein de la *Fundación Museos de la Ciudad* (FMC), institution majeure qui supervise les grands musées de la ville et qui se voit dotée d'une structure de gestion plus horizontale. Il faut également noter le rôle de consultant attribué à une institution créée dans les années 2000, appelée *Instituto de la Ciudad*, qui supervise des études et des débats autour des thématiques patrimoniales et culturelles à l'échelle de la ville, auxquels s'associent des experts tels que des universitaires, des professionnels de la culture ou des artistes.

En résumé, les modifications majeures en terme de gouvernance culturelle et patrimoniale concernent avant tout le renforcement du rôle du gouvernement municipal et l'accentuation de la métropolisation des politiques. Mais le champ patrimonial reste dominé par des élites qui, même réformatrices, évoluent dans un espace très professionnalisé et relativement hermétique. Les anciens experts sont remplacés par de nouveaux. Néanmoins, les discours évoluent, et avec eux les représentations du patrimoine qui, s'il est toujours présenté comme mondial, est désormais aussi envisagé comme quiténien.

## **Le Quito du *Buen Vivir* : de quel patrimoine parle-t-on ?**

La gouvernance municipale du *Buen Vivir*, qui s'instaure à partir de 2009 à Quito, se trouve donc non seulement confrontée à un champ qui s'est fortement institutionnalisé dans les dernières années du XX<sup>e</sup> siècle, mais aussi à la vision du patrimoine produite par ces mêmes acteurs, qui découle des documents de labellisation de l'Unesco et qui est confirmée dans plusieurs plans, comme le *Plan Especial* de 2003, l'un des plus élaborés en matière patrimoniale : « Le patrimoine bâti est la partie fondamentale de valeur matérielle et immatérielle du centre historique de Quito, pour lequel l'Unesco l'a inclus dans la liste du patrimoine mondial<sup>8</sup>. »

Or, si les structures peuvent être transformées, les représentations, elles, sont plus tenaces et les définitions patrimoniales traditionnelles, qui sont circonscrites au seul centre historique et qui reposent sur une vision avant tout monumentale, sont difficilement conciliables avec l'image de la ville du *Buen Vivir*. « Les centres historiques se produisent au milieu de tensions et de conflits, entre un projet de ville de type monumental, spectaculaire et la vie quotidienne de ceux qui habitent ces lieux » [Durán, 2014 (1), p. 80]. L'anthropologue Lucía Durán met ici le doigt sur l'une des principales difficultés que rencontrent les politiques dites « patrimoniales », qui est de concilier deux récits urbains *a priori* contradictoires : celui de la « ville à voir » et celui de la « ville à vivre ». C'est bien ce conflit de représentations que reflète la superposition des discours sur la ville patrimoine culturel de

---

8. MDMQ/Junta de Andalucía, *Centro histórico de Quito: Plan Especial*, Quito, 2003, p. 41.



l'humanité, d'un côté, et celui sur la capitale du *Buen Vivir* de l'autre. Dans le cas de Quito, ce dernier discours est utilisé comme un nouveau paradigme de développement urbain qui repose sur l'idée de droit à la ville :

«La jouissance du droit à la ville se basera sur la gestion démocratique [...] et sur le plein exercice de la citoyenneté. Le territoire du District sera un lieu pour le *Buen Vivir* avec un plan d'ordonnancement territorial qui permettra le dépassement des inégalités, aussi bien sur le plan urbain que rural<sup>9</sup>.»

Il apparaît donc difficilement conciliable avec une politique qui privilégierait une zone géographique plutôt qu'une autre (ici le centre historique), ou un secteur déterminé de la population (les catégories favorisées, les touristes, les investisseurs, etc.). Dans une ville où, comme nous l'avons vu, le patrimoine est devenu une ressource symbolique, économique et politique majeure, le discours officiel mis en place sous l'administration de Barrera cherche à concilier ces deux récits qui obéissent pourtant à des stratégies et à des intérêts distincts. Pour ce faire, les *leaders* du *Buen Vivir* élaborent des définitions du patrimoine qui s'affichent en rupture avec les définitions antérieures, tout en cherchant à préserver l'atout indéniable que représente la labellisation pour la ville.

L'un des axes de rénovation du régime du *Buen Vivir* réside dans l'association des deux concepts que sont le patrimoine et la culture. C'est d'abord le cas au niveau national, comme en témoigne le nom du nouveau ministère, baptisé «ministère de la Culture et du Patrimoine». Le patrimoine est, dans ce cadre, redéfini au niveau national selon des perspectives identitaires :

«Ce que nous héritons de nos pères et de la nature, et ce que nous voulons léguer à nos enfants et aux générations futures. C'est l'ensemble des biens qui caractérisent la créativité d'un peuple et qui distinguent les sociétés et groupes sociaux les uns des autres, en leur donnant leur sentiment d'identité» [Charvet, 2011, p. 23-24].

Nous sommes ici bien loin des visions du patrimoine qui avaient caractérisé la construction de l'image de Quito comme patrimoine culturel de l'humanité et qui se limitait au patrimoine bâti hispanique, et donc à l'héritage européen. Cette définition du patrimoine s'inscrit dans la lignée des changements majeurs introduits par la Constitution de Montecristi qui intègre dans le patrimoine des éléments tels que les langues, les traditions orales, les créations artistiques, scientifiques, technologiques ; éléments considérés comme du patrimoine matériel et immatériel, au même titre que les éléments patrimoniaux traditionnels comme les monuments, les collections ou les édifices (art. 379). Les plans nationaux du *Buen Vivir* [Senplades, 2009 et 2013] découlent directement de ces principes constitutionnels et accordent une place de choix à la révolution culturelle. Au

9. MDMQ, *Plan metropolitano de desarrollo 2012-2022*, Quito, 2012, p. 10.



niveau local, les définitions officielles du patrimoine s'inscrivent aussi dans une ligne plus ouverte, intégrant les éléments immatériels, mais également le concept de multiculturalité :

« Le patrimoine immatériel est vaste dans la mesure où il fait référence à toutes les coutumes, traditions, manifestations culturelles, savoir-faire et normes propres de la diversité culturelle existante dans le district, et qui ont été appropriés, développés, maintenus, transformés par différents groupes culturels<sup>10</sup>. »

Qu'il soit national ou local, le discours culturel du *Buen Vivir* se nourrit également d'un discours académique. La révolution culturelle convoque les réflexions et propositions des chercheurs spécialistes du champ culturel, mais aussi des artistes de domaines divers, appelés à jouer le rôle d'experts ou de consultants, ou à participer pleinement au travail de la Constituante, réunie à Montecristi de 2007 à 2008, afin d'élaborer le texte fondateur du nouveau régime. Dans le cas de Quito, nous avons vu comment une institution créée dans les années 2000, l'*Instituto de la Ciudad*, vient aussi nourrir ces débats et participe à la redéfinition de la politique culturelle et patrimoniale de l'équipe d'Augusto Barrera. Dans ce cadre, deux pistes de réflexion se détachent assez rapidement : le dépassement de la vision hispanique, considérée comme dominante, et l'utilisation du concept de *patrimonio vivo* (patrimoine vivant).

En ce qui concerne la première idée, elle s'inscrit dans la volonté de rupture avec l'ordre antérieur et se place en opposition directe à l'image de la ville comme patrimoine culturel de l'humanité. Il faut en effet rappeler que la labellisation de l'Unesco de 1978 s'appuie sur l'identification et la valorisation d'un patrimoine riche, issu de la période hispanique. La labellisation vient confirmer les orientations des premiers plans d'urbanisme qui insistaient tous sur un tracé monumental. Mais elle conforte surtout la vision hispanique de la ville de Quito, fondée sur la supériorité culturelle espagnole [Capello, 2004] et « axe de la nation hispanique catholique et moderne » [Durán, 2014 (1), p. 71]. Les réflexions et débats qui se développent sous l'égide du gouvernement municipal et de l'Institut de la ville insistent également sur le poids des représentations hispaniques. Manuel Espinosa dénonce ainsi « l'hispanisme dont se nourrit le discours dominant de la ville » et en conclut qu'il faut jeter ce discours aux oubliettes [Espinosa, 2013, p. 62].

Il convient dès lors élaborer une autre vision du patrimoine quiténien, le réinventer pour réinventer la ville et aller vers une notion qui permette non seulement de proposer une vision plus large, mais également plus humaine. La volonté réformatrice est clairement affichée : « Le plan de gestion du centre historique de Quito a été conçu à partir d'une conceptualisation renouvelée du patrimoine

---

10. MDMQ, *Plan metropolitano de desarrollo 2012-2022*, Quito, 2012, p. 87.



et du rôle de ses habitants qui deviennent des acteurs centraux»<sup>11</sup>. L'objectif est de tendre vers une définition qui aille au-delà du patrimoine matériel, ou même immatériel, et qui puisse également réconcilier le résident et son environnement. C'est le sens de la notion de *patrimonio vivo* qui insiste sur l'humain comme donnée fondamentale dans toute politique urbaine :

«La vision d'un patrimoine vivant, habité et construit par ses propres protagonistes, caractérise Quito, qui se réinvente constamment et offre de nouvelles raisons pour se réaffirmer comme une ville patrimoine culturel de l'humanité»<sup>12</sup>.»

Cette vision illustre la volonté d'imbriquer les deux discours par l'intermédiaire de la redéfinition du patrimoine. L'une des stratégies pour y parvenir est la méthodologie participative qui, si elle avait déjà été mise en place par le gouvernement local antérieur, est ici accentuée et mise au service d'un processus politique présenté comme la construction de la ville du *Buen Vivir*.

Comment se manifestent concrètement ces processus participatifs dans le domaine du patrimoine ? Plusieurs événements culturels sont organisés à Quito dans l'objectif de redéfinir les visions du patrimoine et s'articulent autour de consultations populaires à l'échelle de quartiers ou de la ville. L'un des plus significatifs est la campagne «*Cuéntame tu Quito*», organisée conjointement par l'Institut métropolitain du patrimoine (IMP) et la *Fundación Museos de la Ciudad* (FMC), en 2013. Elle se tient à l'occasion des 35 ans de la labellisation du centre historique de Quito comme patrimoine culturel de l'humanité et se propose de consulter les Quiténiens sur leur vision du patrimoine. Les questions posées sont les suivantes : «*Qu'est-ce que le patrimoine pour vous ?* », «*Comment savoir ce qui fait partie de la mémoire collective ?* », «*Quels sont vos savoirs ?* », «*De quoi êtes-vous fiers ?* » La campagne, organisée en deux étapes (étape consultative et exposition finale des résultats), se fonde sur des questionnaires classiques, combinés à la mise en œuvre de 200 ateliers, parmi lesquels une majorité d'ateliers photos. De plus, des dialogues sont organisés avec la population *via* des radios populaires, ou des mises en scène dans la rue, encadrées par des associations locales. Enfin, la campagne utilise aussi les réseaux sociaux pour élargir la dimension participative.

Le résultat est surprenant : «*Cuéntame tu Quito*» donne à voir de nouvelles dimensions du patrimoine, bien loin des images officielles diffusées par les organisations institutionnelles. Il ne s'agit plus exclusivement du patrimoine bâti (même si les églises et les bâtiments coloniaux sont encore présents dans les images exposées), mais de patrimoines divers qui reflètent de multiples aspects de la ville. Parmi les centaines de photos réalisées par les participants, sont exposées

11. MDMQ/Instituto Metropolitano de Patrimonio, *Plan de gestión integral del centro histórico de Quito*, Quito, 2013, p. 1.

12. *Ibid.*

celles représentant par exemple des enfants jouant dans les rues, des animaux, des étals de fruits et légumes, des montagnes, etc.

PHOTO 1. EXPOSITION DE « CUÉNTAME TU QUITO » AU PARC QMANDÁ



© Burgos-Vigna, février 2014.

En résumé, c'est une vision moins monumentale, plus immatérielle et populaire, qui émerge dans ce processus. Ces résultats visuels font d'ailleurs écho aux résultats des sondages et différents questionnaires menés dans le cadre de la campagne et qui soulignent l'attachement des Quiténiens à certains aspects patrimoniaux : les lieux naturels arrivent en première position, devant les miradors puis les places et les parcs, les églises n'arrivant qu'en quatrième position<sup>13</sup>.

Ces processus impulsés pas le gouvernement local ont une portée symbolique forte, dans la mesure où ils cherchent à présenter le patrimoine comme une affaire de tous les Quiténiens à travers des dispositifs participatifs divers. Ils ont aussi une dimension politique évidente en présentant ces nouvelles visions, qui mettent à l'honneur les gens plutôt que les choses, comme les résultats de la politique locale du *Buen Vivir*. On assiste donc à l'émergence d'une image urbaine, dédoublée et modulable, selon les publics cibles concernés. D'un côté, le discours de la ville du *Buen Vivir* qui s'adresse davantage à la population quiténienne, aux résidents, mais aussi aux électeurs, évoluant en fonction des programmes de gestion urbaine et des échéances électorales, se déployant à l'échelle métropolitaine. De l'autre, l'image d'une ville plus scintillante au patrimoine hispanique, façonnée pour le

13. *Ibid.*



plaisir des yeux et revendiquant ce droit à la beauté cher à Borja, maintenue pour attirer investisseurs et touristes du monde entier et circonscrite au seul centre historique. La priorité politique accordée à l'une ou l'autre fluctue aux rythmes des changements de majorités municipales.

### **Patrimoine et espace public : de la récupération à l'appropriation**

La notion d'espace public occupe une place centrale dans les discours du *Buen Vivir*, où elle est associée à d'autres, telles que la *convivencia* (le vivre ensemble), le droit à la ville ou encore le bien-être collectif. Or, dans le cas des politiques de gestion du patrimoine, à Quito comme dans d'autres villes latino-américaines, la notion d'espace public a été le plus souvent utilisée pour légitimer des programmes de récupération, en l'occurrence des mesures aussi diverses que la construction ou la réhabilitation de nouveaux lieux, la restauration des bâtiments, ou encore l'éradication du commerce informel [Burgos-Vigna, 2003].

Dans le cas de Quito, les politiques patrimoniales se sont développées parallèlement à un phénomène de dépeuplement du centre historique. Si le déplacement des populations remonte à la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, période durant laquelle les catégories aisées commencent à quitter le centre pour aller s'installer dans les quartiers nord de la ville, ce phénomène s'accroît dans les années 1970, à la suite de l'arrivée des catégories populaires dans cette zone, à l'instar des autres capitales latino-américaines. Prévalent alors des représentations très négatives du centre historique qualifié de taudis, d'espace dégradé, dangereux, chaotique et sale. Dans les années 1990 et 2000, les programmes dits «de récupération» de l'espace public visent principalement à sécuriser les quartiers et à légitimer l'expulsion des vendeurs ambulants et autres indésirables du centre historique.

Dès lors, le discours patrimonial s'impose comme une politique de réagencement non seulement urbaine ou architecturale, mais également économique et démographique en procédant à une hiérarchisation des activités humaines. Au début des années 2000, et faisant suite aux préconisations du *Plan Especial* qui définit les zones occupées par les activités informelles comme zones problématiques, les commerçants qui occupaient les rues du centre historique sont délocalisés. Ce phénomène amène l'historien quiténien Eduardo Kingman à déceler dans les discours patrimoniaux une violence symbolique et une forme de contrôle de la population, qui identifie deux catégories distinctes de citoyens : ceux qui seraient dignes de rester dans la zone concernée et ceux qui ne le seraient pas, comme les vendeurs ambulants, les prostituées, les mendiants. Et s'il est vrai que les politiques se font de façon plus négociée à Quito que dans d'autres capitales latino-américaines, il n'en reste pas moins qu'il s'agit bien d'un moyen de contrôle de certaines populations, sous couvert d'un discours patrimonial.

Si ces programmes parviennent en effet très rapidement, au début du XXI<sup>e</sup> siècle, à récupérer le centre historique de Quito en ne laissant que certains commerces jugés compatibles avec la zone et sa vocation touristique, ils se heurtent néanmoins à un phénomène de chute démographique qui met en péril la viabilité du processus : alors qu'entre 2001 et 2010, la population du district métropolitain de Quito augmente et passe de 1 842 201 à 2 239 191 habitants, le centre historique voit sa population chuter de 63 785 à 40 870. En moins de dix ans, il y a donc une réduction de 30% de la population dans la vieille ville. Le nombre de logements inoccupés a plus que doublé durant cette période, passant de 707 à 1 617<sup>14</sup>. Il apparaît donc que le centre historique ne parvient pas à attirer de nouvelles catégories de populations. Le phénomène de gentrification, à l'œuvre dans d'autres centres historiques, ne se produit pas (encore?) ici. De plus, la privatisation de nombreux espaces patrimoniaux (commerces, restaurants, hôtels), associée au phénomène de dépeuplement, a amené de nombreux observateurs à remettre en cause la centralité du centre historique en tant qu'espace public, à l'instar de Fernando Carrión et Manuel Dammert qui parlent d'un « abandon à la fois physique et symbolique du centre historique » [2013, p. 190].

Dans ce contexte, les politiques du *Buen Vivir* visent non seulement à démocratiser l'accès à la culture à l'échelle du territoire métropolitain, mais également à revitaliser le centre historique. Sur ce dernier point, les actions s'inscrivent pour la plupart dans le prolongement de celles menées sous le mandat du maire antérieur, Paco Moncayo. Il s'agit en effet d'attirer dans le centre historique des institutions de prestige comme les ambassades ou les universités, ce qui révèle l'une des contradictions du discours politique local du *Buen Vivir*, qui dénonce les politiques antérieures, jugées élitistes, tout en récupérant certains de leurs programmes. Les conflits autour de la délocalisation de centaines de résidents du quartier de la Chilena pour y installer des ambassades illustrent ces contradictions<sup>15</sup> [Bayon, 2014].

Les politiques patrimoniales du *Buen Vivir* n'évoluent donc qu'à la marge comme en témoigne le bilan des interventions réalisées entre 2009 et 2013, ou la classification des éléments patrimoniaux majeurs qui reste traditionnelle<sup>16</sup>. Quant à l'accès à l'espace public de la zone, il reste fortement contrôlé. Comme le rappelle Mitchell dans son étude sur l'espace public, « l'ordre dans la ville s'articule autour du contrôle des rues et de la question de savoir qui, précisément, dispose du droit à la ville » [Mitchell, 2014, p. 317]. Sur cet aspect, le gouvernement local du *Buen*

---

14. Données de l'Institut national de statistiques de l'Équateur. Cf. : <http://www.ecuadorencifras.gob.ec/institucional/home/>

15. Bayon Manuel, « Derecho a la ciudad en el centro histórico de Quito? », *El Canelazo*, 2 juin 2014.

16. MDMQ/Instituto Metropolitano de Patrimonio, *Plan de gestión integral del centro histórico de Quito*, Quito, 2013.



*Vivir* parvient-il à « garantir l'accès universel et la jouissance pleine de l'espace public »<sup>17</sup>, ou à « promouvoir l'accès aux espaces publics à toute la citoyenneté, sans aucun type de discrimination » [Charvet, 2011, p. 27], comme le clament les discours officiels ? Dans le centre, déclaré patrimoine culturel de l'humanité, ce droit à la ville demeure interdit aux mêmes catégories de populations et d'activités que durant les mandats antérieurs. Alors que le travail informel est dépénalisé par la Constitution de 2008, les commerçants informels sont toujours exclus des espaces publics jugés stratégiques par le gouvernement métropolitain. Une étude réalisée sur le boulevard des Naciones Unidas est à cet égard représentative : elle révèle que la municipalité interdit l'exercice d'activités informelles, alors qu'elle promet des offres culturelles et des commerces à destination des touristes [Hopfgartner et Vidosa, 2014]. Ce qui amène les auteures à conclure que si la ville du *Buen Vivir* « paraît suivre un modèle de gestion urbaine différente, elle finit par obéir aux règles du capital global et aux intérêts transnationaux qu'impose la logique marchande » [p. 34]. Le même constat peut être dressé pour le centre historique de Quito, où seules certaines activités informelles en lien avec le tourisme sont tolérées.

C'est donc autour du deuxième axe, celui de la démocratisation culturelle, qu'il faut chercher des innovations majeures en matière de politique patrimoniale. Les gestionnaires culturels du *Buen Vivir* ont lu Néstor García Canclini et savent que « le patrimoine culturel sert de ressource pour reproduire les différences entre les groupes sociaux et l'hégémonie de ceux qui obtiennent un accès prioritaire à la production et à la distribution des biens » [García Canclini, 1999, p. 18]. Pour cela, les actions mises en œuvre reposent sur les définitions renouvelées du patrimoine, analysées précédemment, et sur une méthodologie participative. Il s'agit ici de promouvoir un patrimoine à la fois divers et commun, qui tienne compte non seulement des éléments matériels (bâtiments et monuments), mais également de l'immatériel (des savoirs et savoir-faire jusqu'aux mémoires sociales des quartiers), sans oublier la dimension humaine qui met l'accent sur « habiter le patrimoine » (le patrimoine vivant).

La politique de démocratisation culturelle est dès lors envisagée au niveau métropolitain. Elle part d'un constat de déséquilibre territorial en matière d'infrastructures culturelles et de patrimoine dans le district métropolitain de Quito, en raison d'une grande concentration d'équipements dans le centre historique. Deux institutions sont amenées à jouer un rôle majeur dans ce processus de démocratisation : la *Fundación Museos de la Ciudad* et l'Institut métropolitain du patrimoine. La première s'appuie notamment sur les 44 centres de développement culturel, créés sous le mandat d'Augusto Barrera, et répartis sur l'ensemble de la métropole.

17. MDMQ, *Plan metropolitano de desarrollo 2012-2022*, Quito, 2012, p. 19.

Ces nouvelles structures mettent à disposition des Quiténiens une grande diversité de services culturels et éducatifs (ateliers théâtre, danse, lecture, échecs, informatique, langues, clubs des anciens, etc.) et servent également de relais pour les actions menées en matière de patrimoine. C'est le cas pour la campagne « *Cuéntame tu Quito* » qui les utilise pour l'organisation des ateliers photos, ou lors d'autres expositions envisagées comme des « manifestations locales qui parlent du patrimoine culturel local de chaque quartier » [FMC, 2014, p. 77]. Mais c'est aussi le cas pour d'autres programmes mis en place à l'échelle de la métropole, comme par exemple « *Fotografía a cielo abierto* », présenté comme « un ambitieux projet d'exposition qui prétend, à travers l'image photographique, générer des réflexions autour des processus sociaux de mémoire contemporaine et historique dans la ville » [FMC, 2014, p. 96]. La métropolisation des politiques culturelles est renforcée en 2010 par la création du Système métropolitain des musées et centres culturels (Symmic) avec l'objectif de « générer, proposer et coordonner des politiques culturelles orientées vers la promotion du vivre ensemble et de la participation citoyenne, le développement des identités et l'appropriation patrimoniale » [FMC, 2014, p. 98]. L'accent est donc bien mis sur la participation et sur la nécessité de s'approprier le patrimoine.

Sur ce dernier point, il faut noter la collaboration croissante entre la FMC et l'IMP, notamment dans les projets qui visent à concilier les deux axes que sont la démocratisation culturelle et la revitalisation du centre historique. L'un des plus emblématiques est la construction du « premier parc urbain de l'Équateur », le Qmandá, l'une des infrastructures culturelles majeures créées sous le mandat d'Augusto Barrera, avec le *Centro de Arte Contemporáneo* ouvert en 2011, et le *Museo del Carmen Alto* en 2013. Mais contrairement à ces deux dernières, le Qmandá est présenté officiellement comme l'une des manifestations les plus abouties du *Buen Vivir*. Infrastructure à la fois culturelle et sportive, elle est le résultat de la réhabilitation d'une ancienne gare routière, située en bordure sud du centre historique. Bien que les bénéfices électoraux que le maire cherche à retirer de la construction de ce nouvel équipement soient évidents (inauguration célébrée en grande pompe en présence du président de la République, quelques semaines avant les élections municipales de février 2014), ce projet est représentatif de la politique urbaine et culturelle du *Buen Vivir*. En premier lieu, le Qmandá cherche à imbriquer étroitement culture et patrimoine dans la lignée des discours officiels du *Buen Vivir* sur l'espace public. Il n'est d'ailleurs pas étonnant que ce lieu ait été choisi comme espace d'exposition pour la campagne « *Cuéntame tu Quito* ».





PHOTO 2. LE PARC URBAIN QMANDÁ



© Burgos-Vigna, février 2014.

En deuxième lieu, les équipements proposés s'adressent ici aux catégories sociales moins favorisées (tarifs accessibles), concrétisant ainsi le souhait de faire du centre historique un lieu pour tous et non seulement un espace destiné à certains privilégiés. Enfin, le Qmandá, en associant les activités sportives (piscines, terrains de sport) aux activités culturelles (salles de cinéma et de théâtre, salles d'exposition), concrétise la philosophie du *Buen Vivir*, qui envisage la ville comme un espace à pratiquer et pas uniquement à regarder, facilitant alors « le bien-être collectif et l'appropriation positive de l'espace public » promu dans les plans urbains<sup>18</sup>. Les chiffres de fréquentation placent en tout état de cause le Qmandá en tête des espaces culturels quiténiens, avec plus d'1 million de visiteurs dans les six premiers mois de l'année 2014 [FMC, 2014, p. 29].

En résumé, les politiques mises en place attestent bien de la volonté de démocratiser l'accès à la culture et au patrimoine, en envisageant la ville comme espace public [Borja, 2000]. Et même si les processus participatifs sont impulsés et encadrés par le haut, l'accent est mis sur l'appropriation du patrimoine par les habitants, faisant écho aux préconisations de Lefebvre qui voyait dans le droit à l'appropriation, en tant qu'activité participante dans la ville, l'un des fondements du droit à la ville [Lefebvre, 2009].

18. MDMQ, *Plan metropolitano de desarrollo 2012-2022*, Quito, 2012, p. 47.



## Conclusion

Le patrimoine est devenu un enjeu politique dans la capitale de l'Équateur à l'heure où le régime cherche à construire un ordre culturel nouveau. Il est évident que les intérêts économiques influent toujours sur les politiques patrimoniales menées à Quito et le gouvernement local reste enserré dans des stratégies de gestion urbaine contradictoires. Le champ patrimonial quiténien demeure relativement fermé et dominé par des élites, qui, bien qu'évoluant dans des secteurs divers et mues par des idéologies distinctes, s'accordent pour maintenir un *statu quo* qui préserve les intérêts en jeu (privés ou publics). C'est donc une politique à plusieurs niveaux qui se met en place avec, d'une part, des actions de démocratisation menées à l'échelle métropolitaine à destination des Quiténiens et, d'autre part, un maintien des programmes de gestion patrimoniale traditionnelle et, par conséquent, de la vitrine offerte vers l'extérieur.

Néanmoins, les actions diverses mises en œuvre pour démocratiser la notion de patrimoine et pour favoriser, par ce biais, le sentiment d'appartenance des Quiténiens à leur ville, ont donné lieu à des processus d'appropriation patrimoniale inédits. À la lumière des actions menées, et selon la grille d'analyse proposée par García Canclini sur les usages sociaux du patrimoine, il est possible d'affirmer que la gouvernance culturelle à Quito est passée d'une conception « traditionaliste substantialiste » et « mercantiliste » du patrimoine dans les années 1990 et 2000, à une gouvernance culturelle davantage marquée par le paradigme « participationniste », c'est-à-dire fondée sur les besoins sociaux, dans la période plus récente [García Canclini, 1999].

Les processus qui émergent dans le Quito du *Buen Vivir* entre 2009 et 2014 permettent en tout état de cause de valider l'hypothèse d'un « droit au patrimoine » comme l'un des leviers fondamentaux du droit à la ville. En cela, les nouveaux discours sur le patrimoine, ainsi que les programmes de démocratisation culturelle qui y sont associés, nous offrent une vision de la ville éloignée des modèles occidentaux dominants et nous permettent alors ce *learning from elsewhere*, cher à la géographe Jennifer Robinson qui déplore l'influence de concepts tels que la réussite dans les études urbaines, nous incitant à revoir les concepts de modernité et de développement. Aux côtés de l'image scintillante de premier patrimoine culturel de l'humanité, émerge ici l'image d'une « ville ordinaire », selon l'expression de la géographe, c'est-à-dire créatrice de ses modèles propres, distincts de ceux imposés par les normes internationales et dominantes. Dans ce cadre, la ville du *Buen Vivir* peut alors être étudiée comme un terrain riche d'enseignements dans le domaine de la démocratisation culturelle et, plus largement, du droit à la ville.



## BIBLIOGRAPHIE

- BARRERA GUARDERAS Augusto, MORA Miguel et MANCHENO Diego (dir.), *Culturas y política cultural en el DMQ*, Quito, Instituto de la Ciudad/Secretaría de Cultura, 2013.
- BORJA Jordi, *El espacio público: ciudad y ciudadanía*, Barcelone, Zaida Muxí, 2000.
- BURGOS-VIGNA Diana, « Un exemple d'évolution du paysage urbain : la récupération du centre historique de Lima », *América : cahiers du CRICCAL*, « Le paysage », Presses de la Sorbonne Nouvelle, vol. 29, n° 1, 2003, p. 113-123.
- CAPELLO Ernesto, « Hispanismo casero: la invención del Quito hispano », *Procesos, revista ecuatoriana de historia*, n° 20, 2004.
- CARRIÓN Fernando et DAMMERT Manuel, « Centro histórico de Quito: ¿patrimonio de la humanidad o del mercado? », in Mirela FIORI (dir.), *Revivir el centro histórico, Barcelona, La Habana, Ciudad de México y Quito*, Barcelone, UOC, 2013, p. 181-214.
- CHARVET Erika Sylva, OVIEDO Alexis et MONCADA Martha, *Políticas para una revolución cultural*, Quito, Ministerio de Cultura del Ecuador, 2011.
- DE SOUSA Marcelo Lopes, « Which Right to Which City? In Defence of Political-Strategic Clarity », *A Journal For and About Social Movements*, vol. 2, n° 1, 2010, p. 315-333.
- DURÁN Lucía, « Entre el espectáculo, el estigma y lo cotidiano: es posible habitar el patrimonio? », in Lucía DURÁN, Eduardo KINGMAN et Mónica LACARRIEU (dir.), *Habitar el patrimonio: nuevos aportes al debate desde América Latina*, Quito, IMP, 2014, p. 66-85.
- DURÁN Lucía, « Patrimonio cultural, políticas de representación y estigma: una mirada desde el Centro Histórico de Quito », in Alejandro GRIMSON, *Culturas políticas y políticas culturales*, Buenos Aires, Böll Cono Sur, 2014, p. 145-162.
- ESPINOSA APOLO Manuel, « La memoria social y el patrimonio cultural inmaterial en el DMQ », in Augusto BARRERA GUARDERAS, Miguel MORA et Diego MANCHENO (dir.), *Culturas y política cultural en el DMQ*, Quito, Instituto de la Ciudad/Secretaría de Cultura, 2013, p. 59-68.
- FERNÁNDEZ Blanca, PARDO Liliana et SALAMANCA Katherine, « El buen vivir en Ecuador: ¿marketing político o proyecto en disputa? Diálogo con Alberto Acosta », *Iconos*, n° 48, 2014, p. 101-117.
- FMC (FUNDACIÓN MUSEOS DE LA CIUDAD), *Informe de gestión 2009-2014*, Quito, 2014.
- GARCÍA CANCLINI Néstor, « Los usos sociales del Patrimonio Cultural », in Encarnación AGUILAR (dir.), *Patrimonio etnológico: nuevas perspectivas de estudio*, Consejería de Cultura/Junta de Andalucía, 1999, p. 16-33.
- GRAVARI-BARBAS María, « Belle, propre, festive et sécurisante : l'esthétique de la ville touristique », *Norois*, 1998, p. 175-193.
- HOPFGARTNER Kathrin et VIDOSA Regina, « Espacios exclusivos y excluyentes: ¿cómo y quién habita el espacio público? El Boulevard Naciones Unidas (Quito) y La Boca (Ciudad de Buenos Aires) », *Gestión y Ambiente*, vol. 17, n° 1, 2014, p. 21-37.
- JACQUOT Sébastien, « Enjeux publics et privés du réinvestissement des espaces historiques centraux : une étude comparée de Gènes, Valparaiso et Liverpool », thèse de doctorat en géographie, université d'Angers, 2007.
- KINGMAN Eduardo, « Patrimonio, políticas de la memoria e institucionalización de la cultura », *Iconos*, n° 20, 2004, p. 26-34.
- LEFEBVRE Henry, *Le Droit à la ville*, Paris, Economica/Anthropos, 3<sup>e</sup> édition, 2009.
- LE GALÈS Patrick, « Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine », *Revue française de science politique*, vol. 45, n° 1, 1995, p. 57-95.

- MITCHELL Don, « Espace public, droits et justice sociale », in Cécile GINTRAC et Matthieu GIROUD (dir.), *Villes contestées*, Paris, Les prairies ordinaires, 2014, p. 313-338.
- ROBINSON Jennifer, « Villes ordinaires : vers des études urbaines post-coloniales », in Cécile GINTRAC et Matthieu GIROUD (dir.), *Villes contestées*, Paris, Les prairies ordinaires, 2014, p. 35-55.
- SALIN Élodie, « La réhabilitation des centres anciens dans les grandes villes du sud : entre maintien des populations pauvres et tentative de gentrification ? », in Maria GRAVARI-BARBAS (dir.), *Habiter le patrimoine : enjeux, approches, vécu*, Presses universitaires de Rennes, 2005, p. 281-295.
- SENPLADES (Secretaría Nacional de Planificación y Desarrollo), *Plan Nacional del Buen Vivir, 2013-2017*, Quito, República del Ecuador, 2013.
- SENPLADES (Secretaría Nacional de Planificación y Desarrollo), *Plan Nacional del Buen Vivir, 2009-2013*, Quito, República del Ecuador, 2009.
- SUGRANYES Ana et MATHIVET Charlotte (dir.), *Ciudades para todos: por el derecho a la ciudad, propuestas y experiencias*, Santiago du Chili, HIC, 2010.
- UNESCO, *Convention Concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage*, Paris, 1972.

---

## RÉSUMÉ

QUITO, PATRIMOINE CULTUREL DE L'HUMANITÉ OU VILLE DU *Buen Vivir* ?

Cet article explore l'évolution et les modalités de la gouvernance urbaine de Quito en matière culturelle et patrimoniale sous le mandat d'Augusto Barrera, maire entre 2009 et 2014, qui promeut la construction de la ville du *Buen Vivir*. Il s'agit d'observer comment les acteurs issus du champ culturel et patrimonial quiténien sont parvenus à intégrer, ces dernières années, le paradigme du *Buen Vivir* et d'analyser dans quelle mesure les discours et les politiques qui en résultent marquent une rupture avec les pratiques antérieures, tout en identifiant les difficultés et contradictions auxquelles ces politiques sont confrontées. Ces tensions se reflètent notamment dans la problématique de conciliation entre les deux récits urbains que constituent la ville patrimoine culturel mondial et la ville du *Buen Vivir*.

---

## RESUMEN

QUITO, ¿PATRIMONIO CULTURAL DE LA HUMANIDAD O CIUDAD DEL BUEN VIVIR?

Este artículo estudia la evolución y las modalidades de la gobernanza urbana en materia cultural y patrimonial bajo el mandato de Augusto Barrera, alcalde de Quito entre 2009 y 2014, cuyo objetivo fue construir la ciudad del Buen Vivir, en la continuidad con la Revolución Ciudadana llevada a cabo a nivel nacional. Se trata de ver cómo los actores del campo cultural y patrimonial quiteño lograron integrar el paradigma del Buen Vivir y analizar en qué medida los discursos y políticas resultantes se presentan en oposición a las prácticas anteriores, para, al mismo tiempo, identificar las contradicciones y dificultades con las que dichas políticas se ven enfrentadas. Estas tensiones se reflejan



principalmente en la difícil conciliación entre los dos relatos urbanos que son el de la ciudad patrimonio cultural de la humanidad y el de la ciudad del Buen Vivir.

---

## ABSTRACT

QUITO, WORLD CULTURAL HERITAGE OR GOOD LIVING CITY?

This paper explores the evolution and modes of urban governance concerning heritage and culture in Quito under the mandate of Mayor Augusto Barrera (2009-2014), who promoted the construction of the city of «*Buen Vivir*», in line with the national «Citizen Revolution». The aim is to study how the stakeholders from the cultural and heritage fields in Quito have managed to integrate the paradigm of «*Buen Vivir*» as it has marked a turning point in traditional practices. The article will also analyse the difficulties and the contradictions facing these policies, reflected in the difficult balance between the two urban stories produced by the city as «World Cultural Heritage» and the city of «*Buen Vivir*».

*Texte reçu le 14 mars 2016, accepté le 9 janvier 2017.*

### MOTS-CLÉS

- gouvernance
- politique
- culture
- patrimoine
- ville

### PALABRAS CLAVES

- gobernanza
- política
- patrimonio
- cultura
- ciudad

### KEYWORDS

- governance
- policies
- heritage
- culture
- city